Extraits d'un entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec CNews le 18 juillet 2017, sur les tensions entre les pays du le Golfe persique, la lutte contre Daech en Irak et en Syrie, le Brexit, le commerce extérieur, le tourisme, les relations avec la Russie et sur le budget du ministère.

2017-07-18

- Golfe - Égypte

Q - Monsieur le Ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, bonsoir.

R - Bonsoir.

Q - Merci de nous recevoir dans votre bureau du Quai d'Orsay. Vous revenez des pays du Golfe - d'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar. L'Arabie saoudite et le Qatar qui s'affrontent en ce moment. Pour nous, pour la région, c'est une crise qui est grave, peut-être majeure. Est-ce que vous revenez inquiet, vous ?

R - Je reviens préoccupé parce que les tensions entre ces différents pays, membres du Conseil de coopération du Golfe, sont grandes, dans l'opinion publique aussi, et les voies de sortie de crise sont étroites. Je reviens préoccupé surtout parce que nous sommes dans une région de crises : il y a la crise du Yémen, il y a la situation en Irak et en Syrie, il y a les fragilités globales du Proche-Orient. Et puis au milieu de tout cela, on rajoute une crise aux crises, au pluriel, et là, c'est préoccupant.

Q - Ce qu'on est en train de vivre. Donc, quand vous dites préoccupé, c'est un peu l'ambiance du Quai d'Orsay, sinon vous êtes très préoccupé.

R - Oui, très préoccupé par les difficultés de trouver une voie de sortie. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Bahreïn ont décidé des mesures fortes à l'encontre du Qatar, c'est-à-dire la fermeture des frontières, des mesures de rétorsion économique, des séparations de familles.

Q - C'est-à-dire nous, on appelle cela du blocus, un blocus ?

R - Ce sont des mesures de rétorsion économique très significatives avec des difficultés de circulation aérienne. C'est une forme d'isolement du Qatar, et des pays de bonne volonté, comme le Koweït, essayent de trouver les voies d'une médiation. Le président de la République, Emmanuel Macron, a appelé l'ensemble des hauts responsables de ces pays.

Q - Pourquoi il s'intéresse tant à l'affaire ? Parce que, vous l'avez vu ce matin, vous en avez discuté, vous lui avez rendu compte.

R - D'abord, parce que ce sont des amis de la France. Nous avons, avec chacun de ces pays, une histoire, une collaboration, des relations fortes à la fois dans les domaines économique, culturel et militaire. Nous parlons avec les uns et les autres, et le président de la République leur a parlé pour essayer de trouver une voie permettant de faire tomber les tensions et permettant de retrouver entre ces pays un mode normal de collaboration.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous avez cité les trois pays plus l'Égypte avec votre ami le président Sissi. C'est une confrontation avec le Qatar qui est un petit État mais qui est riche, qui est à la limite insolent, et on voit bien qu'il y a une hégémonie régionale cherchée par l'Arabie saoudite qui veut soumettre le Qatar.

R - C'est une crise de confiance. C'est une crise de confiance qui est surtout centrée sur la manière dont les uns et les autres perçoivent ce qu'on appelle l'islam politique et son avenir. Il y a des inquiétudes d'un côté et des déclarations d'innocence de l'autre. Il faut donc essayer de faire en sorte qu'ils se comprennent et que des mesures de confiance soient mises en oeuvre pour aboutir à une solution plus calme.

Q - D'accord, des mesures de confiance. C'est quoi les mesures de confiance ?

R - Les mesures de confiance, c'est à l'émir du Koweït d'essayer de les trouver avec les différents partenaires : qu'est-ce qu'ils demandent ? Quelles sont leurs lignes rouges ? Comment peut-on agir et comment... ?

Q - Mais là, on est au bord de la guerre quand on le voit de l'extérieur.

R - Non, on n'est pas au bord de la guerre dans ces pays-là !

Q - Est-ce qu'il peut y avoir une intervention militaire de l'un contre l'autre ?

R - Je n'y crois pas, je ne crois pas à l'intervention militaire des uns contre les autres. Mais par contre, ce qui est très préoccupant, c'est le fait que cette confrontation, à la fois économique, idéologique, verbale et médiatique, se développe dans une région où les crises sont nombreuses et puis où le terrorisme est présent !

Q - Dans l'immédiat, ils ne sont pas près de se réconcilier.

R - Il y aura peut-être quelques petites fenêtres d'ouverture que l'émir du Koweït va essayer d'utiliser. Mais cela va prendre du temps. Il y a déjà eu des crises, ce n'est pas la première ! En 2014 déjà.

Q - Oui, mais celle-là, c'est la plus grave parce qu'il y a un changement de pouvoir... en Arabie saoudite, on va le voir.

R - Il y a un changement de ton et puis il y a un changement de mesures, c'est-à-dire que c'est la fermeture des frontières. Ce n'est pas uniquement le rappel des ambassadeurs, c'est la fermeture des frontières et ce sont des mesures de rétorsion...

Q - L'affaiblissement et l'isolement, comme vous avez dit. Le Qatar est accusé de financer et d'encourager le terrorisme.

R - Oui, mais j'ai toujours entendu, vu, lu les déclarations de l'émir du Qatar, de l'émir Tamim, mais aussi de hauts responsables que j'ai pu recevoir, disant qu'ils étaient opposés à toute organisation terroriste, à tout financement du terrorisme. Et donc leur responsabilité, c'est de faire en sorte que leurs déclarations soient vraiment effectives et qu'ils contrôlent la mise en oeuvre des déclarations. Ils ont donc annoncé qu'ils allaient prendre des mesures complémentaires de rigueur sur le financement de ce qu'on appelle les associations caritatives. Il faut qu'ils le fassent rapidement.

Q - Qui financent le terrorisme... Mais quand ils disent qu'ils ne financent pas le terrorisme, est-ce que vous les croyez ? Est-ce qu'il faut les croire ?

R - Non, ce sont des financements d'associations... Moi, j'ai tendance à croire ce que disent des responsables politiques avec qui je suis en relation depuis longtemps. C'est vrai pour le Qatar comme c'est vrai pour l'Arabie saoudite et les Émirats. Encore faut-il que tout le monde apporte les preuves. Et l'émir du Koweït, dans sa mission de médiation, il a aussi cette mission : faisons en sorte que les preuves de ce que disent les uns et les autres soient mises sur la table et soient connues de tous.

Q - Parce que l'Égypte de Sissi elle aussi est engagée parce qu'elle lutte à mort contre les Frères musulmans.

R - L'Égypte de Sissi s'est engagée dans cette affaire alors qu'elle n'est pas membre du Conseil de coopération du Golfe, parce qu'elle est inquiète de ce que j'appelle l'islam politique. Et ils souhaitent qu'il y ait une clarification. Je pense que c'est une crise de confiance. J'ai quand même le sentiment que dans les déclarations des uns et des autres, il y a parfois des moments de bonne volonté tels que je les ai perçus dans les entretiens que j'ai pu avoir au plus haut niveau pendant le week-end dernier. Le président de la République, quand il a les principaux protagonistes au téléphone, constate la même chose. Maintenant, c'est de la responsabilité des acteurs ! Ce n'est pas à la France de se substituer à la

médiation. La médiation est confiée à l'émir du Koweït, que nous soutenons, et nous pouvons être facilitateurs.

Q - Qu'est-ce qui fait que la France est le seul pays occidental à être accepté, comme vous dites, comme facilitateur aux côtés du Koweït ? Pourquoi vous ?

R - Parce que nous parlons à tout le monde et parce que nous avons des accords avec tout le monde. Parce que nous avons une histoire avec chacun de ces pays, que ce soit le Qatar, les Émirats, l'Arabie saoudite ou le Koweït, ou le Sultanat d'Oman, puisqu'on n'en a pas parlé et qui est aussi présent là. (...)

Q - Ben Salmane qui a 31 ans, qui est le numéro deux, et qui va probablement devenir le roi. D'ailleurs...

R - Qui va probablement devenir roi.

Q - C'est vrai qu'il veut réformer l'Arabie saoudite ?

R - Oui, il y a changement de génération très important en Arabie saoudite, et Mohammed Ben Salmane fait partie de ceux qui veulent faire bouger son pays. Il développe un scénario qu'il appelle «la vision 2030» qui veut dire beaucoup d'inflexion dans la vie économique, la vie sociale, la vie sociétale, la culture.

Q - Il paraît qu'il accepterait de donner enfin quelques droits aux femmes ; elles pourraient conduire...

R - Par exemple ; cela fait partie de son projet, de son programme. Est-ce qu'il va pouvoir le mener rapidement ? C'est un sujet réel, et nous ne pouvons qu'accompagner cette démarche-là. Mais pour revenir au commerce extérieur, lorsque je parle de Mohammed Ben Salmane, on parle de la crise du Golfe, j'essaie... j'essayais de faire en sorte - ce que m'avait demandé le président de la République - qu'il puisse avoir des inflexions sur la position, mais en même temps, on a parlé des sites archéologiques d'Arabie saoudite qu'il faut mettre en valeur ! On parle aussi de culture. Parce que l'attractivité de la France, c'est aussi la capacité d'intervention culturelle. (...).

- Lutte contre le terrorisme - Syrie - Russie - Irak

(...)

Q - Chacun accuse l'autre de financer le terrorisme, l'encourager, d'être l'allié pour le Qatar de l'Iran, etc. Est-ce que notre ennemi de la France ne change pas, c'est Daech ?

R - Notre ennemi, c'est Daech. Notre ennemi, c'est le terrorisme. Notre ennemi, c'est le terrorisme où qu'il se trouve, où qu'il se cache, et nous devons tout faire pour combattre le

terrorisme. On en parle un peu moins du terrorisme les temps derniers ; or, il est toujours présent. Alors Daech a connu, connaît heureusement des défaites, des régressions considérables et la prise de Mossoul est un exemple très significatif, même très emblématique.

Q - Et Raqqa ? Vous nous aviez dit : «Mossoul tombera» (je m'en souviens) «avant l'été», c'est fait. Raqqa, vous m'aviez dit...

R - Avant la fin de l'année.

Q - «À la fin de l'année, ce sera fait.»

L'agenda Le Drian, de ce point de vue-là...

R - Non, ce n'est pas l'agenda Le Drian, c'est l'agenda de la coalition et c'est l'agenda des autorités irakiennes.

Q - Mais est-ce que même défait comme aujourd'hui, Daech reste notre ennemi ? Parce qu'il est en train de connaître une mutation. Est-ce qu'il reste l'ennemi de la France et de l'Europe ?

R - Oui, Daech, ce n'est pas fini. La prise de Mossoul engendre un certain nombre de considérations qu'il faut absolument prendre en compte. D'abord, la sécurisation. Ce n'est pas parce que Mossoul est tombée qu'en Irak, il ne se passe plus rien. Il y a encore des poches. Ce n'est pas parce que Mossoul est tombée que Daech va uniquement se concentrer sur Raqqa, ils peuvent se regrouper ailleurs. Donc il faut poursuivre les combats et poursuivre l'élimination de ces groupes terroristes, d'une part, mais il faut en Irak - et c'est cela notre principale préoccupation - faire en sorte que les conditions de retour à la sérénité soient établies. Cela veut dire aider les déplacés. Ils sont très nombreux, 450.000 sortis de Mossoul.

Q - Et on aura une place, nous, dans la reconstruction ou ce seront les Américains et les Russes qui vont s'en charger ?

R - Eh bien j'espère bien que nous y avons toute notre place, nous sommes membres de la coalition et nous avons aussi une relation historique avec l'Irak. Et surtout en Irak, faire en sorte qu'il y ait une réconciliation entre les différentes communautés.

Q - Ça, c'est autre chose, on verra...

R - Non, c'est immédiat !

Q - Oui...

R - Qui va diriger Mossoul demain matin ?

Q - On va en parler...

R - Où va être la gouvernance ?

Q - On va en parler...

R - Et ça, c'est une préoccupation très importante. Cela serait dramatique si on ne mettait pas en place les conditions de la réconciliation entre les Kurdes, les chiites, les sunnites, les chrétiens, les yézidis en Irak - je ne parle que de l'Irak où il y a un gouvernement reconnu -, alors on pourrait avoir demain d'autres résurgences.

Q - Cela nous concerne ?

R - Oui, parce que demain, il y aura d'autres résurgences d'autres formes de terrorisme. D'où l'importance de la réconciliation. (...)

(...)

Q - Oui, mais là, on attend des résultats, je veux dire, à terme, pas tout de suite. Mais est-ce que le tapis rouge aux Invalides, le tapis rouge surtout à Versailles, l'accueil des uns et des autres, Benyamin Netanyahou et tout cela, cela va aboutir à quelque chose qui va bouger ?

R - Très concrètement, le fait que le président Poutine soit venu à Versailles a permis de renouer la conversation avec la Russie. Elle n'était pas complètement disparue mais elle était quand même très épisodique et aussi très dure jusqu'à présent. Il y a des sujets de désaccord, on les connaît. On essaiera peut-être de progresser mais on les connaît. Mais il y a des sujets sur lesquels on peut travailler ensemble, en particulier la Syrie. Et depuis ce déplacement du président Poutine, des relations se sont créées.

Q - C'est-à-dire, concrètement ? ...

R - Essayer de voir comment est-ce qu'on peut sortir de cette situation dramatique de la souffrance et du désastre de la Syrie. Plus de 300.000 morts, 5 millions de déplacés, de réfugiés.

Q - Est-ce que cela veut dire que Poutine maintenant en a assez lui aussi ?

R - Cela veut dire qu'on en parle et qu'il y a peut-être - parce que la Russie a une place significative dans cet espace - maintenant des conditions qui sont en train de se réunir pour qu'on puisse trouver une sortie de crise et une transition politique. C'est pour cela que nous avons, nous, deux lignes rouges dans cette affaire que le président Macron a exposées très clairement au président Poutine mais aussi au président Trump parce qu'ils ont aussi évoqué ces questions. On a deux lignes rouges majeures ! C'est l'usage des armes chimiques, la

condamnation, le démantèlement de toutes les armes chimiques que le régime peut posséder.

Q - D'accord, oui.

R - Ça, c'est entre autres en direction du président Poutine. Et puis aussi le fait que le soutien humanitaire puisse dès à présent, dès qu'il y a des cessez-le-feu, être acheminé sur toutes les populations civiles. Ce sont les principes fondamentaux. À partir de là, est-ce que l'on peut parler avec les uns et les autres pour faire avancer une solution de paix et, en même temps, une solution qui évite le terrorisme ? Parce que ma ligne de conduite, c'est toujours : comment est-ce qu'on fait pour éviter le terrorisme ? Si on laisse la Syrie telle qu'elle est...

Q - Et pour avoir le terrorisme ici...

R - Et pour avoir demain le terrorisme ici...

Alors je reviens là-dessus parce que c'est essentiel : comment est-ce que l'on fait ? On sait que maintenant, l'enjeu syrien est devenu internationalisé : il y a les Russes, il y a les Iraniens, il y a les Américains, il y a nous, il y a beaucoup d'acteurs, il y a les Turcs. Il faudrait, il faut que nous puissions mettre en place un groupe de contact des puissances concernées pour qu'elles puissent faire des propositions aux Syriens.

Q - Avec la Russie associée...

R - En particulier les pays qui sont les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies dont la Russie...

Q - Mais il y a une évidence, Monsieur Le Drian...

R - Et il y a quelques mois, on ne pouvait pas parler comme cela avec les Russes ; aujourd'hui, on en parle et peut-être qu'il y a là l'initiative possible demain d'un règlement de paix.

Q - L'effet Versailles.

R - Je ne sais pas si c'est l'effet de Versailles mais c'est en tout cas l'initiative qu'a pris le président Macron et qui suppose que l'on ne mette pas à ce moment-là de préalable à la discussion et qu'on ne dise pas : on fait tout cela à condition que Bachar s'en aille. Non, Bachar n'est pas la solution.

Q - Justement, avec le président Macron, la France a changé de position à l'égard de Bachar al-Assad : elle n'en veut pas mais elle ne cherche pas comme préalable son élimination.

R - Cela fait cinq ans que l'on dit : il faut que Bachar s'en aille. Bachar est toujours là et il y a de plus en plus de morts. Donc il faut trouver des voies... Et en plus, il y a des risques pour notre propre sécurité avec le terrorisme qui se maintient, des groupes de l'opposition qui deviennent de plus en plus radicalisés. Il faut trouver une sortie.

Q - Mais est-ce qu'on peut imaginer une espèce de désescalade à laquelle les Russes participent ?

R - Oui, cela a commencé ! Il y a dans le sud de la Syrie aujourd'hui une zone de désescalade qui a été permise par un accord entre les Russes, les Jordaniens et les Américains. On peut en faire d'autres sous la réserve que ces zones puissent être accessibles à l'humanitaire et dans ces conditions-là, c'est un pas en avant. Mais le règlement politique, il viendra difficilement des acteurs syriens eux-mêmes en ce moment. Il faut que les nations directement concernées, les puissances directement concernées y mettent tout leur poids et cela veut dire la présence russe et américaine.

(...)

Q - Je voudrais vous poser une question à partir d'un cas mais qui n'est peut-être pas un cas inédit. L'armée irakienne a capturé à Mossoul une famille française - une femme et ses quatre enfants -, ils sont aujourd'hui détenus à Bagdad, ils ont combattu avec le père ou le mari probablement contre la France. Est-ce que la France veut les récupérer et les juger ? Quelle est la position de l'Élysée et du quai d'Orsay ?

R - Les choses sont très simples. D'abord, une famille à Mossoul, dans la période que nous venons de vivre, n'était sans doute pas là pour faire du tourisme, disons-le franchement. Ensuite, lorsqu'il y a des prisonniers qui sont faits prisonniers sur le territoire irakien par l'armée irakienne ou par les autorités irakiennes, ces personnes doivent être jugées donc judiciarisées par la justice irakienne...

Q - Cela ne nous concerne pas...

R - Puisqu'ils ont la nationalité française, ils bénéficient de l'assistance, la présence, la vigilance du consul de France en Irak, mais c'est la justice irakienne qui s'en occupe.

Q - Donc les Français faits prisonniers par les Irakiens sont jugés par la justice irakienne.

R - Absolument.

Q - Alors, et si certaines familles parviennent à l'ambassade de France, je ne dis pas qu'elles vont s'en remettre aux forces spéciales. Il y en a 350, on ne sait pas les trouver. Mais si elles arrivent à l'ambassade de France, qu'est-ce qui se passe ? Est-ce qu'elles sont rapatriées ? Qu'est-ce qui se passe ?

R - Si elles arrivent [en France, NDLR], si elles se rendent à des autorités françaises, ces personnes, que ce soit des femmes ou des hommes, seront judiciarisées en France, c'est déjà arrivé.

Q - C'est-à-dire la justice française fera un procès, les jugera, les condamnera.

R - Absolument. Ce sont des combattants.

Q - Et les enfants ?

R - Et les enfants seront traités, si le cas arrive, dans des organisations spécialisées pour ce faire dans les services sociaux organisés à cet effet.

Q - Quant aux...

R - Mais c'est dramatique parce qu'il y a eu, on sait, plusieurs dizaines d'enfants français, il y a plusieurs dizaines d'enfants français dans ces lieux, que ce soit à Raqqa, que ce soit à Mossoul. Mais c'est une dure réalité parce que la guerre...

Q - Mais souvent, quand ils ont 12-14 ans, ils ont été poussés par Daech à commettre des crimes.

R - Oui ! Mais les autorités françaises ont prévu ce type de réaction si d'aventure, cela se présentait.

Q - Donc il vaut mieux que les jihadistes terroristes, eux, n'aient pas l'occasion de revenir, n'est-ce pas ?

R - Eh bien les combattants étrangers, dans ces combats-là, que ce soit à Mossoul ou à Raqqa ou dans d'autres lieux, sont généralement mis en avant par les combattants et les autorités de Daech pour être les premiers combattants et donc les premières victimes. (...).

- Union européenne - Allemagne - Brexit

(...)

Q - Vous êtes aussi ministre de l'Europe, Jean-Yves Le Drian, avec Nathalie Loiseau. Entre Emmanuel Macron et la chancelière Merkel, on voit bien que c'est l'idylle. Il y a l'annonce de nouvelles collaborations financières, économiques, militaires, on l'a vu, entre Paris et Berlin quand il y a eu le Conseil des ministres mixte du 13. Mais la question douloureuse pour l'Union européenne, c'est le «Brexit». On a vu que l'Angleterre ou le Royaume-Uni, s'il se séparait, devait payer une dette de 100 milliards. Est-ce qu'on y tient ou on peut leur faire un cadeau ?

R - Non, ce n'est pas volé ! Il faut garder raison dans tout cela ! Les choses sont assez simples. Il y a une décision souveraine du Royaume-Uni de se retirer. Ils l'ont écrit, il y a eu un référendum et ensuite, ils l'ont demandé ; il faut donc mettre en oeuvre le retrait. Il faut d'abord commencer par le divorce ! Et dans le divorce, qui a été acté par le peuple britannique, il faut mettre en avant les trois sujets majeurs de clarification qui concernent à la fois le statut des résidents - des résidents européens au Royaume-Uni en particulier - de la circulation des personnes, il faut régler les problèmes de financement, ce n'est pas la facture ! J'ai vu mon ami Boris Johnson parler de la facture. Non, ce n'est pas la facture !

Q - En fait, il dit : «Vous ne les aurez pas ! Les 100 milliards, vous ne les aurez jamais!», dit Boris Johnson.

R - Ce sont les engagements britanniques à l'égard de l'Europe qui doivent être identifiés et réglés.

Q - Donc pas de cadeau ?

R - Non ! Ce n'est pas une question de cadeau ou pas ! C'est une question de clarification. Et puis troisièmement, il y a la question des frontières, notamment la question délicate de l'Irlande. À la suite de cela, une fois que l'on aura acté cette situation, on avisera sur les prestations compensatoires, si je peux dire cela...

Q - Mais... cela a commencé dans la confusion !

R - Non pas du tout ! Cela commence dans la plus grande clarté. Le mandat a été très nettement donné...

Q - Non mais de votre part, c'est clair. Mais du côté de Theresa May, il y a un gouvernement qui est affaibli, il y a une opinion qui varie...

R - Mais Theresa May connaît tout à fait la position de l'Union européenne, la position des 27, unanimes, et la Commission a mandaté Michel Barnier pour mener la négociation. La négociation vient de commencer il y a quelques jours, il faut la laisser aller jusqu'à son terme et une fois que l'on aura acté le divorce, on actera ensuite la manière dont le Royaume-Uni sera relié à l'Europe sur un certain nombre de sujets. (...).

- Attractivité - Commerce extérieur - Tourisme

(...)

Q - Jean-Yves Le Drian, comment faites-vous ? Vous êtes ministre de l'Europe, vous êtes ministre des affaires étrangères et vous êtes aussi en charge du tourisme et de la diplomatie économique qui avaient été initiés par Laurent Fabius. Est-ce que vous allez vous engager pour que les entreprises, les grandes, et surtout les petites et les moyennes entreprises

investissent à l'étranger, exportent à l'étranger, puissent créer des accords et des contrats à l'étranger ?

R - C'est mon boulot ! Le président de la République et le Premier ministre m'ont confié aussi cette mission et je l'assume. Je pense que la France a beaucoup d'avancées à faire dans le domaine de l'exportation ; nous ne sommes pas bons, depuis longtemps, et nous devons retrouver notre place. Parce que nous avons des entreprises compétentes, des grandes entreprises qui, elles, arrivent plus que d'autres à exporter. Mais ma préoccupation principale dans le mandat que j'ai, c'est de faire en sorte que les petites et moyennes entreprises soient en situation d'exporter, et donc aient confiance en elles pour exporter, aient confiance en leurs produits, et que l'État, les autorités de l'État puissent accompagner dans la plus grande efficacité ce mouvement...

Q - Quand vous étiez ministre de la défense, je me souviens que vous alliez négocier, vous parliez avec les grands chefs d'État ou de gouvernement, et qu'une fois que vous partiez, arrivaient ou les industriels ou les entrepreneurs qui bouclaient leur voyage et les contrats...

R - On va continuer !

Q - La méthode Le Drian continue, là.

R - Je ne sais pas si c'est la méthode Le Drian, c'est simplement la méthode du bon sens. Et c'est la méthode de l'efficacité. Lorsque j'ai vu dimanche dernier, le prince héritier d'Arabie Saoudite, on a parlé de la crise du Golfe...

(...)

Q - Au passage, est-ce que le Qatar et l'Égypte, qui avaient passé des accords avec nous, reçoivent comme prévu les «Rafale» qu'on leur a vendus et qu'ils nous ont achetés ?

R - Oui, bien sûr.

Q - Cela continue ?

R - Oui, cela marche. Cela continue, ils paient.

Q - Ma dernière question. Le tourisme aussi, grâce au calme qui règne pour le moment - et on touche du bois - dans le pays, en 2017, cela marche, le tourisme...

R - Je suis très frappé de la capacité de résilience de notre flux touristique, parce qu'en 2016, c'était après les événements, après les actes terroristes de 2015, certes le niveau de fréquentation a baissé, mais on a eu néanmoins 83 millions de visiteurs! Donc on est resté en 2016 le premier pays visité au monde.

Q - Et maintenant ?

R - Et maintenant, on va arriver, je pense, à 87 - 88 millions de visiteurs en 2017, parce que les chiffres que nous avons sont des chiffres prometteurs. Je me suis fixé comme objectif d'atteindre les 100 millions de visiteurs en 2020, mais aussi de faire en sorte que ces visiteurs restent plus longtemps ; parce qu'on a un tourisme important, le premier pays du monde à être visité, plus que tous les autres pays auxquels on pense, l'Espagne l'Italie, etc. Nous sommes les premiers, très largement, mais nous ne sommes pas les premiers en temps passé et en dépenses effectuées. Donc il nous faut regagner, là, des positions...

Q - Est-ce que vous êtes aidé par la jeunesse, peut-être le sourire d'Emmanuel Macron ? Est-ce que cela devient attractif ? Brigitte Macron, etc., cela joue ? Je ne dis pas que c'est l'anecdote, mais cela donne...

R - Non, ce n'est pas du tout anecdotique !

Q - ... Une image de la France quand on lit ce qui est en train de se passer, même de la part du FMI et de l'OCDE.

R - Le fait que le président d'abord soit jeune et imprime le dynamisme que l'on connaît, c'est vrai que c'est aussi un élément d'attractivité. Le président de la République fait partie de l'attractivité de la France.

Q - Pendant cinq ans, Jean-Yves Le Drian, vous avez été ministre de la défense. Aujourd'hui, là, dans ce bureau du Quai d'Orsay, est-ce que vous vous plaisez vraiment ?

R - Oui, je suis heureux. On ne fait pas quelque chose de bien si on n'est pas heureux de le faire. C'est une dimension totalement nouvelle. L'expérience de la défense m'a donné des atouts pour essayer de réussir de bien servir mon pays dans cette nouvelle responsabilité. Mais elle est beaucoup plus large. Vous avez parlé de l'attractivité économique, mais il y a l'attractivité globale de la France. L'attractivité culturelle. L'attractivité pour notre modèle, pour notre image. Faire en sorte que la France assume sa place dans le monde, sa place en Europe, c'est un superbe challenge.

Q - Ce que vous faisiez et ce que vous faites, c'est complémentaire ?

R - Oui, cela se complète et il y a l'acquis de l'expérience qui est utile. (...).

- Politique étrangère - Budget du Quai d'Orsay

(...)

Q - Je ne sais pas si c'est une anecdote mais l'Arabie saoudite et ses alliés demandent à la FIFA d'annuler le Mondial de Football en 2022. Il y a le téléphone qui sonne, c'est peut-être Trump ou son ministre qui vous appelle ou Poutine ou Lavrov.

La question : est-ce que la France peut s'associer à une telle demande d'annuler le Mondial de Football ?

R - Non, je n'ai jamais entendu parler de cette demande de la part de l'Arabie saoudite. Je crois qu'en plus, elle n'est pas très bienvenue et que par ailleurs, la France est membre de la Fédération internationale de football. Les choix ont été faits et la Coupe du Monde aura bien lieu au Qatar.

Q - La France a cette position-là. Vous accompagnez constamment le président de la République, Emmanuel Macron. Il continue la diplomatie française, mais est-ce qu'il est en train de l'inverser et, d'une certaine façon, de la réinventer, la doctrine Macron?

R - La doctrine Macron, c'est le pragmatisme, le positionnement sans tabou et le maintien des fondamentaux. Je suis très frappé de cette détermination. Et donc je l'ai vu à l'oeuvre dans différentes circonstances et du coup, on parle avec tout le monde sans renier nos propres convictions.

Q - Vous êtes là quand, à Hambourg, il y a le G20, quand il parle...

R - Quand il parle avec le président Poutine, il dit les choses clairement, il affiche les points de désaccord, que ce soit, par exemple, sur la cybersécurité ou sur l'Ukraine, mais il dit au président Poutine : «On peut peut-être, sur d'autres sujets, faire un cheminement ensemble et peut-être se poser ensemble la question de la fin de la crise en Syrie qui est un vrai sujet.»

Q - On a l'impression qu'il ne fait rien comme les autres parce qu'il ose tout. Vous avez senti un peu cela ?

R - Il est sans tabou et il prend les initiatives qu'il considère essentielles à la paix et à la place de la France dans le monde.

Q - Ça, c'est gentil, mais en quoi il vous surprend, si d'ailleurs il vous surprend ?

R - Il me surprend dans l'audace de ses affirmations publiques à l'égard d'interlocuteurs avec lesquels il a des désaccords réels et il les dit et, en même temps, il leur propose de parler de sujets sur lesquels on peut avoir des accords et essayer d'avancer.

Q - C'est-à-dire quand vous êtes ensemble, vous le voyez dire à chacun les vérités qui font mal mais, en même temps, il multiplie les égards.

R - Il dit les vérités qui font mal sans se cacher. Il annonce les points de désaccord sans ambiguïté - ils sont connus, il vaut mieux les dire - et il annonce en même temps la volonté de la France, sur les sujets sur lesquels il peut y avoir un accord, de travailler ensemble, toujours dans l'intérêt de la paix, de la sécurité, dans l'intérêt de la protection des Français,

de la place de la France dans le monde et de la place de la France en Europe. C'est sans arrêt sa ligne de conduite et c'est assez appréciable.

(...)

Q - D'ailleurs, vous aussi vous avez souffert de la main visible de Bercy : j'ai vu qu'au niveau du quai d'Orsay, vous allez perdre, en 2017, 282 millions d'euros ?

R - Oui ! Mais parce qu'il y a cette brutalité de la nécessité que nous vivons tous en ce moment et qui, je l'espère, permettra à la France de garder toute sa place en Europe et d'être en capacité d'initiative dès la fin de cette année pour retrouver les chemins de l'investissement et de l'équilibre budgétaire.

Q - Et en 2018, vous allez souffrir davantage pour le quai d'Orsay ?

R - Je n'en sais rien pour l'instant mais en tout cas, je défendrai mon budget comme tout le monde.

Q - Non, mais je sais que vous allez vous battre pour que les diplomates ne soient pas encore des parents pauvres.

R - Les diplomates sont des gens tout à fait respectables, une profession qui est très compétente, très dévouée, qui prend aussi des risques. Les militaires prennent des risques mais les diplomates aussi. Beaucoup de diplomates...

Q - Est-ce que la France aura les moyens de sa diplomatie ? Est-ce que la France aura les moyens de sa grande stratégie et de la doctrine du président Macron ?

R - La France a aujourd'hui un réseau considérable de présence dans le monde reconnu comme tel, jalousé d'ailleurs par beaucoup d'acteurs.

Q - Mais des moyens militaires, des moyens financiers ? ...

R - Jalousé aussi par des acteurs européens. Donc il importe qu'elle garde ce réseau parce que c'est une force pour l'attractivité de la France. Pas uniquement pour ce qu'on appelle l'action diplomatique, mais aussi pour la présence économique, pour l'attractivité et la compétitivité de la France, ce réseau est tout à fait essentiel... (...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 26 juillet 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/203220-extraits-dun-entretien-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-e